

OMPI



AB/XXX/4 Rev.
ORIGINAL : anglais
DATE : 10 juin 1997

ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
GENÈVE

ORGANES DIRECTEURS DE L'OMPI ET DES UNIONS ADMINISTRÉES PAR L'OMPI

**Trentième série de réunions
Genève, 20 et 21 mars 1997**

RAPPORT GÉNÉRAL

adopté par les organes directeurs

TABLE DES MATIÈRES

| | Paragrophes |
|---|-------------|
| INTRODUCTION | 1 – 3 |
| POINTS DE L'ORDRE DU JOUR UNIFIÉ (Voir le document AB/XXX/1 Prov. Rev.2) | |
| Point 1 : OUVERTURE DES SESSIONS..... | 4 et 5 |
| Point 2 : ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR..... | 6 et 7 |

| | | |
|--------------------|---|----------|
| Points 3 et 4 : | TRAVAUX PRÉPARATOIRES RELATIFS À UN PROTOCOLE CONCERNANT LES INTERPRÉTATIONS OU EXÉCUTIONS AUDIOVISUELLES ET TRAVAUX PRÉPARATOIRES RELATIFS À UN TRAITÉ SUR LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE EN MATIÈRE DE BASE DE DONNÉES | 8 - 21 |
| Point 4bis : | PROPOSITION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE CONCERNANT LA CRÉATION D'UN COMITÉ AD HOC DES TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DÉCISIONS PROPOSÉES QUANT AU CALENDRIER DES RÉUNIONS DE CE COMITÉ ET DES COMITÉS APPARENTÉS | 22 |
| Point 4ter : | PROPOSITION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE CONCERNANT LA REPRÉSENTATION DE LA RÉGION EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE À L'OMPI | 23 |
| Point 5 : | QUESTIONS CONCERNANT LE PERSONNEL..... | 24 |
| Point 6 : | ADOPTION DU RAPPORT GÉNÉRAL ET DES RAPPORTS PARTICULIERS DES DIFFÉRENTES SESSIONS | 25 et 26 |
| Point 7 : | CLÔTURE DES SESSIONS | 27 |

INTRODUCTION

1. Le présent rapport général rend compte des délibérations et des décisions des trois organes directeurs suivants :

Assemblée générale de l'OMPI, vingtième session (8^e session extraordinaire)

Comité de coordination de l'OMPI, trente-huitième session (11^e session extraordinaire)

Assemblée de l'Union de Berne, vingt et unième session (9^e session extraordinaire)

réunis à Genève les 20 et 21 mars 1997, lorsque les délibérations ont eu lieu et lorsque les décisions ont été prises en séances communes de plusieurs de ces organes directeurs (ci-après dénommés respectivement "séance(s) commune(s)" et "organes directeurs").

2. En plus du présent rapport général, des rapports distincts ont été établis pour chacun des trois organes directeurs (voir les documents WO/GA/XX/3 Rev., WO/CC/XXXVIII/2 et B/A/XXI/1).

3. La liste des États membres des organes directeurs et des observateurs invités à leurs sessions, à la date du 14 mars 1997, figure dans le document AB/XXX/INF/1. Les Communautés européennes étaient également invitées. La liste des participants figure dans l'annexe du présent rapport.

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR UNIFIÉ :

OUVERTURE DES SESSIONS

4. La trentième série de réunions des trois organes directeurs (Assemblée générale de l'OMPI, Comité de coordination de l'OMPI et Assemblée de l'Union de Berne) était convoquée par le directeur général de l'OMPI (ci-après dénommé "directeur général").

5. Les sessions des trois organes directeurs ont été ouvertes lors d'une séance commune des trois organes directeurs par M. Moses F. Ekpo (Nigéria), président actuel de l'Assemblée générale de l'OMPI.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR UNIFIÉ :

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

6. Les déclarations faites au cours du débat sont consignées dans l'annexe du présent rapport.

7. Le président a déclaré que, par une décision majoritaire, le point 5 est inclus dans l'ordre du jour; en conséquence, l'ordre du jour a été adopté sous la forme proposée dans le document AB/XXX/1 Prov. Rev. 2

POINTS 3 ET 4 DE L'ORDRE DU JOUR UNIFIÉ :

TRAVAUX PRÉPARATOIRES RELATIFS À UN PROTOCOLE CONCERNANT LES INTERPRÉTATIONS OU EXÉCUTIONS AUDIOVISUELLES; TRAVAUX PRÉPARATOIRES RELATIFS À UN TRAITÉ SUR LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE EN MATIÈRE DE BASES DE DONNÉES

8. Les délibérations ont eu lieu sur la base des documents AB/XXX/2 et 3.

9. La délégation de la Côte d'Ivoire a estimé préférable, de manière à concentrer le plus possible les voyages, que les réunions proposées pour septembre 1997 aient lieu la semaine précédant les prochaines sessions ordinaires des organes directeurs (22 septembre-1^{er} octobre).

10. La délégation des États-Unis d'Amérique s'est dite prête à faire preuve de souplesse quant aux dates des réunions du mois de septembre. Elle a estimé qu'il n'est pas nécessaire pour le Bureau international d'élaborer des documents préparatoires.

11. La délégation des Pays-Bas, parlant au nom de l'Union européenne, a exprimé un point de vue analogue à celui de la délégation des États-Unis d'Amérique.

12. Les délégations de la Côte d'Ivoire, parlant au nom du groupe des pays africains, de Sri Lanka, parlant au nom du groupe des pays asiatiques, et de la Chine ont souligné que l'examen de la question de la protection des bases de données exige encore du temps par rapport à l'examen du protocole proposé sur l'audiovisuel. Les délégations de la Colombie et du Brésil ont aussi dit que la priorité doit être donnée à ce protocole. La délégation de la Colombie a aussi indiqué qu'il est nécessaire de disposer de propositions écrites des gouvernements, avant la session du comité d'experts, pour permettre de prendre connaissance d'idées concrètes quant à un protocole du Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes concernant les interprétations ou exécutions audiovisuelles. La délégation de la République de Corée a dit que le calendrier provisoire relatif au protocole sur l'audiovisuel est trop serré. Le Bureau international devrait inviter les gouvernements à soumettre des propositions écrites à la fin du mois de mai 1997. Les réponses et les observations relatives à ces propositions pourraient être communiquées à la fin du mois d'août 1997. S'agissant de la protection des bases de données, elle a estimé prématuré la tenue d'une réunion en 1997. Les travaux préparatoires sur cette question ne devraient être réalisés qu'après 1998.

13. La délégation de l'Inde, appuyée par la délégation de Sri Lanka, parlant au nom de tout le groupe des pays d'Asie, a suggéré que le Bureau international réalise une étude technique sur la question des interprétations ou exécutions audiovisuelles et des bases de données, en particulier en ce qui concerne les législations et les pratiques existant dans le cadre de systèmes juridiques différents, et établisse la bibliographie de la documentation publiée.

14. Les suggestions de ces deux délégations ont été appuyées par plusieurs autres délégations.

15. S'agissant de l'établissement éventuel d'une protection *sui generis* pour les bases de données, les représentants de l'UNESCO et de l'OMM ont souligné qu'il est important de prendre en considération non seulement les intérêts des producteurs de bases de données mais aussi les volets éducation, recherche, enseignement, sciences, techniques et échange de données météorologiques ainsi que les intérêts d'autres parties intéressées. Il conviendrait d'étudier d'autres solutions en dehors de la protection *sui generis* ainsi que leurs incidences, et de permettre un large débat aux niveaux national et international. Les représentants de l'UNESCO et de l'OMM ont indiqué que leurs organisations sont prêtes à coopérer avec l'OMPI dans ce domaine.

16. Les délégations de la Côte d'Ivoire et du Pakistan ont suggéré que le Bureau international s'emploie à obtenir des contributions de la part des organisations pertinentes,

telles que l'UNESCO, l'OMM et la CNUCED, en particulier en ce qui concerne l'incidence sur le plan du développement d'une protection *sui generis* des bases de données.

17. Le directeur général a déclaré que les contributions de ces organisations aux travaux préparatoires seront les bienvenues.

18. Les délégations de la Côte d'Ivoire, de Sri Lanka et de la Colombie, parlant respectivement au nom des groupes des pays africains, des pays d'Asie et du Pacifique, et des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ont demandé au Bureau international d'augmenter le nombre proposé de participants dont les frais de voyage seront financés par l'OMPI.

19. Le directeur général, répondant à une question de la délégation des États-Unis d'Amérique, a dit que cette augmentation pourra être couverte par le budget existant.

20. En conclusion, les décisions ci-après ont été prises :

i) Un comité d'experts sur le protocole concernant les interprétations ou exécutions audiovisuelles se réunira les 15 et 16 septembre 1997 et une réunion d'information consacrée à la propriété intellectuelle en matière de bases de données se tiendra les 17 et 18 septembre 1997, la journée du 19 septembre étant réservée à l'adoption des rapports du comité d'experts et de la réunion d'information.

ii) Le Bureau international élaborera pour chacun des deux sujets traités un document sur les lois et règlements existant aux niveaux national et régional. En outre, le Bureau international invitera, par la voie d'une circulaire, les gouvernements des États membres de l'OMPI et la Communauté européenne à lui communiquer par écrit des renseignements sur la situation telle qu'elle existe, en particulier en ce qui concerne les pratiques contractuelles, dans leur pays respectif, et toutes statistiques officielles.

iii) Le nombre des États membres de l'OMPI dont l'Organisation financera la participation de la façon indiquée au paragraphe 5.a) du document AB/XXX/2 et au paragraphe 6.a) du document AB/XXX/3 sera augmenté de 30% pour chaque groupe de pays mentionné dans ces documents.

21. La délégation de la Côte d'Ivoire, parlant au nom du groupe des pays africains, a demandé que la déclaration ci-après figure dans le rapport :

“Le Groupe africain souhaite faire la déclaration suivante qu'il vous prie de bien vouloir intégrer au rapport de la présente réunion des organes directeurs de l'OMPI.

“Le Groupe africain, sur la base de la résolution adoptée lors de la Conférence diplomatique de l'OMPI sur certaines questions de droit d'auteur et de droits voisins qui s'est tenue à Genève en décembre 1996 et qui a abouti à l'adoption de deux traités ayant respectivement trait au droit d'auteur et aux interprétations et exécutions et aux phonogrammes;

“– déclare qu'il s'en tient aussi bien à la lettre qu'à l'esprit de la résolution aux termes de laquelle il est extrêmement important de garantir un niveau approprié de protection aux interprétations et exécutions dans le nouveau contexte numérique et qu'à

ce titre il est urgent de convenir de normes nouvelles en vue d'assurer leur protection juridique au plan international.

“– souligne que la protection juridique internationale des expressions du folklore constitue une question essentielle aussi bien à l'échelle des pays du continent africain que pour d'autres pays du monde.

“– demande, sur la base des conclusions et autres recommandations qui seront adoptées lors de la réunion prévue à Phuket en Thaïlande du 8 au 10 avril 1997, la poursuite de la réflexion relative à l'élaboration d'un instrument juridique international de protection des expressions du folklore, ainsi que l'élaboration d'un calendrier devant aboutir à l'adoption de cette norme.”

POINT *4bis* DE L'ORDRE DU JOUR UNIFIÉ :

PROPOSITION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE CONCERNANT LA CRÉATION D'UN COMITÉ *AD HOC* DES TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DÉCISIONS PROPOSÉES QUANT AU CALENDRIER DES RÉUNIONS DE CE COMITÉ ET DES COMITÉS APPARENTÉS

22. Voir le rapport de la session de l'Assemblée générale de l'OMPI (document WO/GA/XX/3 Rev.).

POINT *4ter* DE L'ORDRE DU JOUR UNIFIÉ :

PROPOSITION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE CONCERNANT LA REPRÉSENTATION DE LA RÉGION EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE À L'OMPI

23. Voir le rapport de la session de l'Assemblée générale de l'OMPI (document WO/GA/XX/3 Rev.).

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR UNIFIÉ :

QUESTIONS CONCERNANT LE PERSONNEL

24. Voir le rapport de la session du Comité de coordination de l'OMPI (document WO/CC/XXXVIII/2).

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR UNIFIÉ :

ADOPTION DU RAPPORT GÉNÉRAL ET DES RAPPORTS PARTICULIERS DES
DIFFÉRENTES SESSIONS

25. Les organes directeurs intéressés ont adopté à l'unanimité le présent rapport général le 21 mars 1997.

26. Chacun des trois organes directeurs a adopté à l'unanimité le rapport particulier concernant sa session, lors d'une séance distincte qu'il a tenue le 21 mars 1997.

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR UNIFIÉ :

CLÔTURE DES SESSIONS

27. Après les interventions d'usage, le président de l'Assemblée générale de l'OMPI a prononcé la clôture de la trentième série de réunions des organes directeurs de l'OMPI et des unions qu'elle administre.

[L'annexe suit]

ANNEXE

1. La délégation de la Colombie, parlant au nom du groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, a dit, au sujet de l'ordre du jour, que le GRULAC considère qu'il est inopportun de débattre des questions de personnel à la réunion en cours, et que le point 5 ne devrait donc pas figurer dans le projet d'ordre du jour. Elle a rappelé avoir à plusieurs reprises exprimé son profond mécontentement devant le déséquilibre flagrant de la répartition géographique des postes de direction au sein de l'Organisation, et a relevé que deux seulement des 26 postes de direction de haut rang (de grade D1 ou D2) sont occupés par des ressortissants d'Amérique latine et que la nouvelle proposition qui tend à porter à 29 le nombre de postes de cette catégorie ne se traduira par aucune amélioration de la représentation de l'Amérique latine à ces postes. Bien que le GRULAC ait à maintes reprises demandé la restauration d'un certain équilibre, les documents dont le comité est saisi ne contiennent aucune proposition écrite visant à remédier à la situation. Le GRULAC a réaffirmé son refus des tractations auxquelles cette question a donné lieu au sein de l'OMPI. À propos des propositions relevant du point 5 du projet d'ordre du jour, la délégation de la Colombie a souhaité préciser que le GRULAC n'a aucun grief contre les personnes qu'il est proposé de promouvoir et qu'elle ne cherche nullement à faire une proposition qui puisse être interprétée comme visant à faire obstacle à l'évolution de carrière du personnel à l'OMPI ou à barrer la voie aux représentants d'autres régions au sein de l'Organisation. Ce qui est demandé, par conséquent, c'est qu'il soit pris acte d'une question de principe. Le porte-parole du GRULAC a dit que le projet de programme pourrait être approuvé à la majorité mais non par consensus car tout un groupe régional se tiendrait à l'écart du débat. Il a proposé de remettre à plus tard l'examen de la question, de sorte que le directeur général élu, qui aura certainement un avis personnel sur ces questions, puisse y prendre part.

2. La délégation de la Côte d'Ivoire, parlant au nom du groupe des pays africains, a déclaré être d'avis que le point 5 est une question importante qui mérite d'être examinée; faisant confiance au directeur général qui a proposé le point en question, cette délégation a souhaité que ce point reste inscrit au projet d'ordre du jour.

3. La délégation du Canada, parlant au nom du groupe B, a relevé que le point considéré de l'ordre du jour comporte deux questions, celle des ajustements ordinaires de traitement, d'une part, et, d'autre part, celle des promotions à des postes de grade D1, qui, bien qu'étant des postes de direction, ne sont cependant pas les plus élevés de cette catégorie. Si l'on doit se féliciter que le Comité de coordination soit parvenu à un consensus sur le nom d'un candidat à proposer pour les prochaines élections au poste de directeur général lors des sessions de l'ensemble des organes directeurs, il n'en reste pas moins qu'entre temps l'OMPI doit continuer à fonctionner efficacement. Cette même délégation a aussi fait observer qu'il est important qu'une structure soit mise en place à l'appui des traités adoptés lors de la conférence diplomatique de décembre. Par conséquent, le groupe B partage le point de vue du groupe des pays africains, selon lequel cette question doit être maintenue à l'ordre du jour pour être débattue ultérieurement.

4. La délégation de Sri Lanka, parlant au nom du groupe des pays d'Asie, a dit que, pour les raisons exposées par la délégation du Canada en tant que coordonnateur du groupe B ainsi que par la Côte d'Ivoire au nom des pays africains, elle est aussi d'avis que ce point de l'ordre du jour doit être retenu tel quel. Elle a appuyé sans réserve le maintien de ce point de l'ordre du jour, dont la suppression ne doit pas être envisagée.
5. La délégation de l'Argentine a déclaré partager le point de vue exposé par le délégué de la Colombie au nom du GRULAC (et a fait observer que la liste comporte un ressortissant du continent africain mais aucun ressortissant de la région Amérique latine et Caraïbes). Elle a ajouté que le GRULAC a déjà exprimé à de nombreuses reprises son regret de voir la région Amérique latine et Caraïbes très insuffisamment représentée parmi les directeurs de l'Organisation. Elle s'est associée, à ce propos, à la déclaration faite par la délégation de la Colombie au nom du GRULAC.
6. La délégation de l'Égypte, partageant le point de vue du délégué de la Côte d'Ivoire, a dit qu'il est important de tenir compte de l'évolution qui s'opère au sein de l'OMPI et demandé que ce point reste inscrit au projet d'ordre du jour.
7. La délégation du Chili a appuyé la proposition faite par le représentant de la Colombie au nom du GRULAC et a dit qu'elle ne pense pas qu'il soit bon ni opportun de traiter de telles questions lors d'une session extraordinaire des organes directeurs. La réunion en cours a été convoquée à la suite d'une décision adoptée par la conférence diplomatique de décembre dernier, afin de débattre de la poursuite des travaux consacrés à la question des fixations audiovisuelles et à celle des bases de données. Rappelant que le représentant du Canada, parlant au nom du groupe B, a dit qu'à son sens le Bureau international de l'OMPI doit continuer à fonctionner, la délégation du Chili s'est associée sans réserve à cette déclaration, tout en estimant que la question doit être abordée dans un plus vaste contexte, et a rappelé à ce propos que deux postes importants de l'Organisation, à savoir ceux de conseiller juridique et de contrôleur, sont vacants depuis l'an dernier. Elle a ajouté que ces deux postes ont fait l'objet de mises au concours l'an dernier, que des candidats de la région ayant des qualifications professionnelles satisfaisantes ont postulé mais que malheureusement la mise au concours a par la suite été annulée.
8. La délégation d'Israël a partagé le point de vue des délégations du Canada et de la Côte d'Ivoire. Elle a dit que le travail de l'Organisation doit se poursuivre harmonieusement et que, puisque la question a été inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, elle doit être examinée. Cette même délégation a dit ne pas approuver à ce stade la suppression de ce point de l'ordre du jour.
9. La délégation de l'Arabie saoudite a affirmé sa confiance en M. Arpad Bogsch, directeur général, et a appuyé sa proposition. Elle s'est aussi associée à la déclaration faite par le coordonnateur du groupe des pays d'Asie concernant le maintien du point 5 de l'ordre du jour et a demandé que cette question soit débattue au cours de la session selon la même procédure qu'auparavant.

10. La délégation de l'Algérie a, elle aussi, appuyé le maintien du point 5 à l'ordre du jour. Il importe, a-t-elle ajouté, que l'Organisation poursuive ses travaux dans le calme, et la sérénité du personnel constitue à cet effet une qualité importante qu'il convient de conforter. Consciente de cela, la délégation de l'Algérie a demandé que le point en question reste inscrit au projet d'ordre du jour et souhaité que, lors des débats, chaque délégation puisse pleinement exposer son point de vue sur les différentes propositions du directeur général.

11. La délégation chinoise a déclaré souscrire aux déclarations du groupe des pays africains, du groupe des pays d'Asie et du groupe B, selon lesquelles le point 5 doit être maintenu à l'ordre du jour.

12. Le directeur général a dit que le rapport rendra clairement compte de la déclaration de l'honorable délégué de la Colombie.

13. La délégation des Émirats arabes unis a confirmé l'importance du point 5 de l'ordre du jour et s'est associée aux déclarations des autres délégations concernant le maintien de ce point de l'ordre du jour.

[La liste des participants suit]

LISTE DES PARTICIPANTS/LIST OF PARTICIPANTS

I. ÉTATS/STATES

*(dans l'ordre alphabétique des noms français des États
avec une indication de l'organe directeur ou des organes directeurs dont l'État est membre)*

*(in the alphabetical order of the names in French of the States
with an indication of the Governing Body or Bodies of which the State is a member)*

Références/References

- 1) Assemblée générale de l'OMPI
WIPO General Assembly
- 2) Comité de coordination de l'OMPI
WIPO Coordination Committee
- 3) Assemblée de l'Union de Berne
Berne Union Assembly

AFRIQUE DU SUD/SOUTH AFRICA ^{1) 2) 3)}

Jacob S. SELEBI, Ambassador, Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva

A. RUITERS, Chief Director, Small Business Promotion/Commercial Services and Fair Trade,
Department of Trade and Industry, Pretoria

Craig John BURTON-DURHAM, Acting Registrar of Patents, Trade Marks, Copyright and
Designs, Department of Trade and Industry, Pretoria

Bongiwe QWABE (Ms.), Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

ALGÉRIE/ALGERIA ¹⁾

Azzeddine Moncef KATEB, directeur général, Office national du droit d'auteur, Alger

Anissa BOUABDALLAH (Mme), conseiller, Mission permanente, Genève

ALLEMAGNE/GERMANY ^{1) 2) 3)}

Wilhelm HÖYNCK, Ambassador, Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva

Ernst NIEDERLEITHINGER, Director General, Federal Ministry of Justice, Bonn

Alfons Antonius SCHÄFERS, Deputy Director General, Federal Ministry of Justice, Bonn

Li-Feng SCHROCK, Senior Counsellor, Federal Ministry of Justice, Bonn

ANDORRE/ANDORRA

Francesc PUIGDEMASA, Director, Oficina de Marcas del Principado de Andorra (OMPA), Andorra la Vella

Eusebi NOMEN, Asesor del Presidente del Gobierno del Principado de Andorra, Andorra la Vella

ARABIE SAOUDITE/SAUDI ARABIA

Tariq Abdel Aziz AL-MOHIZA, Director of Publications, Ministry of Information, Riyadh

Omar RAJAB, Counsellor to the Minister for Commerce, Ministry of Commerce, Riyadh

Issam Hamed AL-MUBARAK, Commercial Attaché, Permanent Mission, Geneva

ARGENTINE/ARGENTINA ^{1) 2) 3)}

Jefe de Delegación:

Manuel BENÍTEZ, Ministro Plenipotenciario, Representante Permanente Adjunto, Misión Permanente, Ginebra

Delegado:

Diego MALPEDE, Primer Secretario, Misión Permanente, Ginebra

AUSTRALIE/AUSTRALIA ^{1) 2) 3)}

Julia NIELSON (Ms.), Third Secretary, Permanent Mission to the World Trade Organization (WTO), Geneva

Ted DELOFSKI, Ambassador, Permanent Representative, Permanent Mission to the World Trade Organization (WTO), Geneva

AUTRICHE/AUSTRIA ^{1) 2) 3)}

Harald KREID, Ambassador, Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva

Robert ULLRICH, Legal Counsellor, Austrian Patent Office, Vienna

Ewald GLANTSCHNIG, Counsellor, Permanent Mission, Geneva

BELGIQUE/BELGIUM ^{1) 2) 3)}

Lode WILLEMS, ambassadeur, représentant permanent, Mission permanente, Genève

Gilles HEYVAERT, premier secrétaire, Mission permanente, Genève

Christian BOURGOIGNIE, attaché auprès de la Région Wallonne et la Communauté française de Belgique, Genève

BÉNIN/BENIN ^{1) 3)}

Samuel AHOKPA, directeur du bureau béninois du droit d'auteur (BUBEDRA), Cotonou

BRÉSIL/BRAZIL ^{1) 2) 3)}

Head of Delegation:

Guido Fernando SILVA SOARES, Minister Counsellor, Permanent Mission, Geneva

Delegates:

Américo PUPPIN, President, National Institute of Industrial Property, Rio de Janeiro

Luiz Cesar GASSER, Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

BRUNÉI DARUSSALAM/BRUNEI DARUSSALAM ²⁾

Mustappa SIRAT, Chargé d'affaires, a.i., Permanent Mission, Geneva

Abu Sufian HAJI ALI, Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

BULGARIE/BULGARIA^{1) 3)}

Radoslavka KAZANDJIEVA (Mrs.), President, Bulgarian Patent Office, Sofia

Dimitar ENTCHEV, Director, National Centre for the Protection of Copyright and Neighboring Rights, Ministry of Culture, Sofia

Rakovski LASHEV, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

BURKINA FASO^{1) 2) 3)}

Jean-Baptiste ILBOUDO, ambassadeur du Burkina Faso à Bonn

André Roch PALENFO, directeur du Bureau burkinabé du droit d'auteur (BBDA), Ministère de la communication et de culture, Ouagadougou

CAMEROUN/CAMEROON^{1) 2) 3)}

François-Xavier NGOUBEYOU, Ambassador, Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva

CANADA^{1) 2) 3)}

Head of Delegation:

Sheila BATCHELOR (Ms.), Chief Executive Officer, Commissioner of Patents and Registrar of Trade-marks, Canadian Intellectual Property Office, Hull, Québec

Delegates:

Madeleine T. BETTS (Ms.), Senior Policy Analyst, Information and Technology Trade Policy, Foreign Affairs and International Trade, Ottawa

Paul ROBERTSON, Counsellor, Permanent Mission, Geneva

CHILI/CHILE^{1) 2) 3)}

Carmen Luz GUARDA (Sra.), Embajadora, Representante Permanente ante la OMC, Ginebra

Alejandro ROGERS, Consejero, Misión Permanente ante la OMC, Ginebra

CHINE/CHINA^{1) 2) 3)}

CHANG Cheng, Deputy Director General, Copyright Department, National Copyright Administration (NCAC), Beijing

ZHAO Yangling (Mrs.), First Secretary (Science and Technology), Permanent Mission, Geneva

DENG Yuhua (Ms.), Program Officer, International Division, Copyright Division, National Copyright Administration (NCAC), Beijing

CHYPRE/CYPRUS ^{1) 3)}

Loria MARKIDES (Ms.), Deputy Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva

COLOMBIE/COLOMBIA ^{1) 2) 3)}

Jefe de Delegación:

Gustavo CASTRO GUERRERO, Embajador, Representante Permanente, Misión Permanente, Ginebra

Fernando ZAPATA LÓPEZ, Director General de la Dirección Nacional del Derecho de Autor, Santa Fé de Bogotá

Carlos Roberto SAENZ VARGAS, Segundo Secretario, Misión Permanente, Ginebra

COSTA RICA ^{1) 3)}

Jefe de Delegación:

Manuel B. DENGO, Embajador, Representante Permanente, Misión Permanente, Ginebra

Delegado:

Joaquín ALVAREZ, Ministro Consejero, Misión Permanente, Ginebra

CÔTE D'IVOIRE ^{1) 2) 3)}

Valen Zouzoua GUEDE, président du conseil d'administration, Bureau ivoirien du droit d'auteur (BURIDA), Abidjan

Marc Georges SÉRY-KORE, conseiller, Mission permanente, Genève

CROATIE/CROATIA^{1) 3)}

Nikola KOPČIĆ, Director, State Intellectual Property Office, Zagreb

Gordan MARKOTIĆ, Counsellor, Permanent Mission, Geneva

Kristina BUBANKO-ŽIGER (Mrs.), Deputy Director, State Intellectual Property Office, Zagreb

Yosip ŠKVORC, Head, Publishing Department, State Intellectual Property Office, Zagreb

CUBA^{1) 2) 3)}

Carlos AMAT FORÉS, Embajador, Representante Permanente, Misión Permanente, Ginebra

Ernesto MARZIOTA DELGADO, Consejero, Misión Permanente, Ginebra

Celia LABORA (Dra.), Funcionaria, Ministerio del Comercio Exterior, La Habana

DANEMARK/DENMARK^{1) 2) 3)}

Mogens KRING, Director General, Danish Patent Office, Taastrup

Anne Rejnhold JØRGENSEN (Mrs.), Head of Legal Division, Danish Patent Office, Taastrup

Johannes NØRUP-NIELSEN, Head of Division, Ministry of Culture, Copenhagen

ÉGYPTE/EGYPT^{1) 2) 3)}

Mounir ZAHRAN, Ambassador, Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva

Magda SHAHIN (Mrs.), Minister Plenipotentiary, Permanent Mission, Geneva

Alaa YOUSSEF, Third Secretary, Permanent Mission, Geneva

Amr HAFEZ, Third Secretary, Permanent Mission, Geneva

EL SALVADOR^{1) 2) 3)}

Alexander A. KRAVETZ, Embajador, Representante Permanente, Misión Permanente, Ginebra

Lilian ALVARADO-OVERDIEK (Sra.), Consejero, Misión Permanente, Ginebra

ÉMIRATS ARABES UNIS/UNITED ARAB EMIRATES ¹⁾

Jàffar Ibrahim AL FARDAN, Under Secretary, Ministry of Finance and Industry, Abu Dhabi

Nasser Salman AL ABOODI, Ambassador, Permanent Representative, Geneva

Ali M. AL SHAMSI, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

Khalid AL GHAITH, Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

Ahmed NJIMA, Staff Member, Permanent Mission, Geneva

ÉQUATEUR/ECUADOR ^{1) 3)}

Germán ORTEGA ALMEIDA, Primer Secretario, Misión Permanente, Ginebra

ERYTHRÉE/ERITREA

Bereket WOLDEYOHANNES, Consul, Consulate of the State of Eritrea, Geneva

ESPAGNE/SPAIN ^{1) 2) 3)}

Pilar RODRÍGUEZ-TOQUERO Y RAMOS (Srta.), Subdirectora General de Propiedad Intelectual, Ministerio de Educación y Cultura, Madrid

Victor VÁZQUEZ LÓPEZ, Consejero Técnico de la Subdirección General de Propiedad Intelectual, Ministerio de Educación y Cultura, Madrid

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE/UNITED STATES OF AMERICA ^{1) 2) 3)}

Representative:

Michael S. KEPLINGER, Senior Counsellor, U.S. Patent and Trademark Office, Office of Legislative and International Affairs, United States Department of Commerce, Washington, D.C.

Alternate Representative:

Dianne MARKOWITZ (Ms.), Chief, Intellectual Property Division, Department of State, Washington, D.C.

Advisers:

Leslie Ann GERSON (Mrs.), Chargé d'Affaires a.i., Permanent Mission, Geneva

Kristie A. KENNEY (Mrs.), Counsellor for Economic Affairs, Permanent Mission, Geneva

Jeffrey P. KUSHAN, Commercial Attaché, Office of the United States Trade Representative Permanent Mission of the United States to the World Trade Organization, Geneva

Shira PERLMUTTER (Ms.), Associate Register of Copyrights for Policy and International Affairs, U.S. Copyright Office, Library of Congress, Washington, D.C.

EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE/THE FORMER YUGOSLAV
REPUBLIC OF MACEDONIA ^{1) 3)}

Zoran JOLEVSKI, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

FÉDÉRATION DE RUSSIE/RUSSIAN FEDERATION ^{1) 2) 3)}

Alexandr BAVYKIN, Deputy Director, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs, Moscow

Nikolai KHLESTOV, Senior Counsellor, Permanent Mission, Geneva

Valentin M. OUSHAKOV, Director, International Relations Department, All-Russian Scientific and Research Institute of State Patent Examination, Committee of the Russian Federation of Patents and Trademarks (ROSPATENT), Moscow

FINLANDE/FINLAND ^{1) 2) 3)}

Chairman:

Jukka LIEDES, Special Government Advisor, Ministry of Education and Culture, Helsinki

Vice-Chairman:

Pekka TARKELA, General Secretary, Copyright Commission, Ministry of Education and Culture, Helsinki

Members:

Kari MITRUNEN, Minister, Deputy Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva

Marjo Hannele AALTO-SETÄLÄ (Ms.), Coordinator of International Affairs, National Board of Patents and Registration, Helsinki

FRANCE^{1) 2) 3)}

Daniel BERNARD, ambassadeur, représentant permanent, Mission permanente, Genève

Daniel HANGARD, directeur général, Institut national de la propriété industrielle, Ministère de l'industrie, Paris

Alain SORTAIS, représentant permanent adjoint, Mission permanente, Genève

Joëlle ROGÉ (Mme), conseiller juridique, Mission permanente, Genève

Hélène de MONTLUC (Mme), chef, Bureau de la propriété littéraire et artistique, Ministère de la culture, Paris

Benjamine VIDAUD-ROUSSEAU (Mme), conseiller juridique, chargé des organisations internationales, Institut national de la propriété industrielle, Paris

Serge CHAMBAUD, chef de la Division de la Promotion des services aux entreprises, Institut national de la propriété industrielle, Paris

GABON^{1) 3)}

Patrick Florentin MALEKOU, conseiller, Mission permanente, Genève

GHANA^{1) 2) 3)}

Leader:

Agnes Y. AGGREY-ORLEANS (Mrs.), Ambassador, Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva

Alternate Leader:

Betty Nah-Akuyea MOULD-IDDRISU (Mrs.), Copyright Administrator, Copyright Office, Accra

Member:

Kenneth Asare BOSOMPEM, Minister Counsellor, Permanent Mission, Geneva

GRÈCE/GREECE^{1) 2) 3)}

Georges KOUMANTOS, President, Industrial Property Organization, (OBI), Athens

Emmanuel MANOUSSAKIS, First Counsellor, Permanent Mission, Geneva

HONGRIE/HUNGARY^{1) 2) 3)}

Head of Delegation:

Péter NÁRAY, Ambassador, Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva

Alternate Head of Delegation:

Ernö SZARKA, President, Hungarian Patent Office, Budapest

Member:

Ágnes HEVESI (Mrs.), Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

INDE/INDIA^{1) 2) 3)}

Arundhati GHOSE (Ms.), Ambassador, Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva

R.V. Vaidhyathan AYYAR, Additional Secretary, Department of Education, Ministry of Human Resource Development, Government of India, New Delhi

Dilip SINHA, Counsellor, Permanent Mission, Geneva

INDONÉSIE/ INDONESIA ^{1) 2)}

Agus TARMIDZI, Ambassador, Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva

Kemal MUNAWAR, Minister Counsellor, Permanent Mission, Geneva

Bambang HIENDRASTO, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

Bebek DJUNDJUNAN, Third Secretary, Permanent Mission, Geneva

Tri THARYAT, Directorate for International Treaties and Legal Affairs, Department of Foreign Affairs, Jakarta

IRLANDE/IRELAND ^{1) 2) 3)}

Patrick DRURY, Attaché, Permanent Mission, Geneva

ISRAËL/ISRAEL ^{1) 3)}

Mayer GABAY, Chairman, Israel Patent and Copyright Laws Revision Committees, Ministry of Justice, Jerusalem

ITALIE/ITALY ^{1) 2) 3)}

Chef de la délégation:

Giuseppe BALDOCCI, ambassadeur, représentant permanent, Mission permanente, Genève

Chefs de délégation adjoints:

Roberto TOSCANO, ministre conseiller, représentant permanent adjoint, Mission permanente, Genève

Corrado MILESI FERRETTI, premier conseiller, Mission permanente, Genève

Membres:

Pasquale IANNANTUONO, conseiller juridique, Service des accords pour la propriété intellectuelle, Ministère des affaires étrangères, Rome

Vittorio RAGONESI, magistrat de la cour de cassation, Ministère de la justice, Rome

Nelusco NATALI, attaché, Mission permanente, Genève

JAMAÏQUE/JAMAICA^{1) 3)}

K.G. Anthony HILL, Ambassador, Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva

Julia E. STEWART (Ms.), First Secretary, Permanent Mission, Geneva

JAPON/JAPAN^{1) 2) 3)}

Shuji MIYAZAKI, Director, Service Industries Division, Industrial Policy Bureau, Ministry of International Trade and Industry, Tokyo

Shozo UEMURA, Director General of the Fourth Examination Department and for International Affairs, Japanese Patent Office, Tokyo

Shigeo TAKAKURA, Director, International Cooperation, International Affairs Division, General Administration Department, Japanese Patent Office, Tokyo

Shigeyuki SHIMODA, Copyright Adviser, Copyright Division, Cultural Affairs Department, Agency for Cultural Affairs, Tokyo

Satoshi HATTORI, Assistant Director, Intellectual Property Policy Office, Industrial Policy Bureau, Ministry of International Trade and Industry, Tokyo

Hitoshi WATANABE, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

Akinori MORI, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

KENYA^{1) 2) 3)}

Head of Delegation:

Esther M. TOLLE (Ms.), Ambassador, Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva

Deputy Head of Delegation:

Norah K. OLEMBO (Mrs.), Director, Kenya Industrial Property Office, Nairobi

Delegate:

Alex Kiptanui CHEPSIROR, Counsellor (Legal), Permanent Mission, Geneva

KIRGHIZISTAN/KYRGYZSTAN¹⁾

Roman O. OMOROV, Director, State Agency of Intellectual Property, Bishkek

LESOTHO^{1) 3)}

'Nyalleng PII (Mrs.), Registrar General, Registrar General's Office, Maseru

LETONIE/LATVIA¹⁾³⁾

Dace DOBRĀJA (Ms.), First Secretary, Permanent Mission, Geneva

Ieva MUCIŅA (Ms.), Senior Desk Officer (Copyright Matters), Ministry of Culture, Rīga

LIBYE/LIBYA¹⁾³⁾

Najat EL HAJJAJI (Mrs.), Minister Plenipotentiary, Permanent Mission of the Libyan Arab Jamahiriya, Geneva

LITUANIE/LITHUANIA¹⁾³⁾

Rimvydas NAUJOKAS, Director, State Patent Bureau, Vilnius

LUXEMBOURG¹⁾³⁾

Christiane DALEIDEN (Mme), Attaché, Ministère de la culture, Luxembourg

MALAISIE/MALAYSIA¹⁾³⁾

HAMIDON Ali, Ambassador, Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva

SUBOH M. Yassin, Minister Counsellor (Economic), Permanent Mission, Geneva

Ahmad JAZRI Mohd. Johar, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

MALAWI¹⁾³⁾

Vincent Jeremy MZUMARA, Deputy Registrar General, Department of the Registrar General, Ministry of Justice, Blantyre

MALI^{1) 3)}

Chef:

Adama KONATE, directeur national des industries, Ministère de l'industrie, de l'artisanat et du tourisme, Bamako

Chef adjoint:

Mamadou Bandiougou TRAORE, conseiller des affaires étrangères, Ministère des affaires étrangères et des Maliens de l'extérieur,

MALTE/MALTA^{1) 3)}

Head of Delegation:

Michael BARTOLO, Ambassador, Permanent Mission, Geneva

Members:

Jacqueline AQUILINA (Ms.), First Secretary, Permanent Mission, Geneva

Tony BONNICI, Third Secretary, Permanent Mission, Geneva

MAROC/MOROCCO^{1) 2) 3)}

Abdellah BEN MELLOUK, deuxième secrétaire, Mission permanente, Genève

MEXIQUE/MEXICO^{1) 2) 3)}

Dolores JIMÉNEZ HERNÁNDEZ (Sra.), Consejero, Misión Permanente, Ginebra

NIGÉRIA/NIGERIA^{1) 2) 3)}

Moses Frank EKPO, Director General, Nigerian Copyright Commission, Lagos

NORVÈGE/NORWAY^{1) 2) 3)}

Helge M. SØNNELAND, Director General, Department of Media Policy and Copyright, Ministry of Cultural Affairs, Oslo

OMAN

Mohammed O. AIDEED, Ambassador, Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva

Humaid AL-MA'ANI, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

Hashim AL-GAZALI, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

PAKISTAN^{1) 2) 3)}

Munir AKRAM, Ambassador, Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva

Mansur RAZA, First Secretary (Economic), Permanent Mission, Geneva

PANAMA^{1) 2) 3)}

Elia del Carmen GUERRA-QUIJANO (Sra.), Representante Alterna, Misión Permanente, Ginebra

PARAGUAY^{1) 2) 3)}

Rodrigo UGARRIZA DIAZ-BENZA, Segunda Secretaria, Misión Permanente, Ginebra

PAYS-BAS/NETHERLANDS^{1) 2) 3)}

Menno Tj. BOUWES, Legal Counsel, Ministry of Justice, The Hague

Erwin ARKENBOUT, Legal Counsel, Directorate for Legislation, Ministry of Justice, The Hague

Henk G.C. VAN DEN DOOL, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

PÉROU/PERU^{1) 2) 3)}

José URRUTIA, Embajador, Representante Permanente, Misión Permanente, Ginebra

Javier PAULINICH, Ministro, Representante Permanente Alterno, Misión Permanente, Ginebra

Daniel ROCA-ALCAZAR, Primer Secretario, Misión Permanente, Ginebra

PHILIPPINES ^{1) 2) 3)}

Lilia R. BAUTISTA (Ms.), Ambassador, Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva

Angelina M. STA. CATALINA (Mrs.), Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

Leo J. PALMA, Attaché-Legal Counsel, Permanent Mission, Geneva

POLOGNE/POLAND ^{1) 3)}

Adam SKRYBANT, Minister Counsellor, Permanent Mission, Geneva

PORTUGAL ^{1) 2) 3)}

Nuno Manuel DA SILVA GONÇALVES, directeur du Cabinet droit d'auteur, Ministério da Cultura, Lisboa

José Sérgio DE CALHEIROS DA GAMA, conseiller juridique, Mission permanente, Genève

RÉPUBLIQUE DE CORÉE/REPUBLIC OF KOREA ^{1) 2) 3)}

Ki-Ho CHANG, Ambassador, Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva

Joon-Kyu KIM, Counsellor, Permanent Mission, Geneva

Sang-Kyu LEE, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA/REPUBLIC OF MOLDOVA ^{1) 3)}

Eugen STASHKOV, Director General, State Agency on Industrial Property Protection, Kishinev

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE/DOMINICAN REPUBLIC

Angelina BONETTI HERRERA (Sra.), Embajador, Representante Permanente, Misión Permanente, Ginebra

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE/
DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF KOREA ¹⁾

AN Myong Hun, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

CHANG Ryong Hui (Mrs.), Attaché, Permanent Mission, Geneva

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE/CZECH REPUBLIC^{1) 2) 3)}

Ladislav JAKL, President, Industrial Property Office, Prague

ROUMANIE/ROMANIA^{1) 2) 3)}

Alexandru Cristian STRENC, Acting Director General, State Office for Inventions and Trademarks, Bucharest

ROYAUME-UNI/UNITED KINGDOM^{1) 2) 3)}

Jonathan STARTUP, Director, Copyright Directorate, The Patent Office, London

Jim AYLING, Senior Patent Examiner, Intellectual Property Policy Directorate, The Patent Office, Newport

Tim SIMMONS, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

Helen FRARY (Miss), Third Secretary, Permanent Mission, Geneva

Matt PROCTOR, Attaché, Permanent Mission, Geneva

SAINT-SIÈGE/HOLY SEE^{1) 3)}

Odile ROULLET (Mme), avocat, Genève

SINGAPOUR/SINGAPORE^{1) 2)}

SEE Chak Mun, Ambassador, Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva

Joseph TEO, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

Yvette TEE (Ms.), Third Secretary, Permanent Mission, Geneva

SLOVAQUIE/SLOVAKIA^{1) 3)}

Mária KRASNOHORSKÁ (Mrs.), Ambassador, Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva

Juraj SÝKORA, Third Secretary, Permanent Mission, Geneva

SLOVÉNIE/SLOVENIA^{1) 2) 3)}

Bojan PRETNAR, Director, Slovenian Intellectual Property Office, Ljubljana

SRI LANKA^{1) 2) 3)}

B.A.B. GOONETILLEKE, Ambassador, Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva

Ranjana Nalin ABEYSEKERA, Minister (Economic and Commercial Affairs), Permanent Mission, Geneva

SOUDAN/SUDAN^{1) 2)}

Alier DENG, Counsellor, Permanent Mission, Geneva

SUÈDE/SWEDEN^{1) 2) 3)}

Henry OLSSON, Special Government Adviser, Ministry of Justice, Stockholm

SUISSE/SWITZERLAND^{1) 2) 3)}

Carlo GOVONI, chef service droit d'auteur, Institut fédéral de la propriété intellectuelle, Berne

Eric MAYORAZ, deuxième secrétaire, Mission permanente, Genève

SWAZILAND^{1) 2)}

Tars Duma MAKAMA, Under Secretary, Ministry of Justice, Mbabane

Beatrice Siphwe SHONGWE (Mrs.), Acting Registrar-General, Registrar-General's Office, Ministry of Justice, Mbabane

Elias A.B. MKHONTA, Principal Secretary, Ministry of Justice, Mbabane

S.H. SWANE, Attorney General, Ministry of Justice, Mbabane

THAÏLANDE/THAILAND^{1) 2) 3)}

Yanyong PHUANGRACH, Legal Counsellor, Ministry of Commerce, Bangkok

Narongsak PICHAYAPHANICH, Deputy Director General, Department of Intellectual Property, Ministry of Commerce, Bangkok

Uraiwan NGOWROONGRUENG (Ms.), Senior Legal Officer, Department of Intellectual Property, Ministry of Commerce, Bangkok

Voravut POSAGANONDH, Legal Officer, Department of Intellectual Property, Ministry of Commerce, Bangkok

Pitak UDOMWICHAIWAT, First Secretary, Permanent Mission to the World Trade Organization (WTO), Geneva

Quanchai SASIVANIJ (Miss), Third Secretary, Permanent Mission, Geneva

TRINITÉ-ET-TOBAGO/TRINIDAD AND TOBAGO^{1) 2) 3)}

Mary Ann RICHARDS, Deputy Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva

TUNISIE/TUNISIA^{1) 2) 3)}

Kamel MORJANE, ambassadeur, représentant permanent, Mission permanente, Genève

Moncef BAATI, conseiller des affaires étrangères, Mission permanente, Genève

Latifa MOKADDEM (Mme), chef de service (coopération internationale), Ministère de la culture, Tunis

Fatima DABOUSSI (Mme), attaché, Mission permanente, Genève

UKRAINE^{1) 2) 3)}

Mykola MAIMESKOUL, Ambassador, Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva

Valery L. PETROV, Chairman, State Patent Office, Kyiv

Fedora GNATUSH (Mrs.), External Relations and International Cooperation Department, State Patent Office, Kyiv

Volodymyr BEVZA, Third Secretary, Permanent Mission, Geneva

URUGUAY^{1) 2) 3)}

Miguel J. BERTHET, Embajador, Representante Permanente, Misión Permanente, Ginebra

Susana RIVERO (Srta.), Ministro, Representante Permanente Alterno, Misión Permanente, Ginebra

Carlos TEYSERA ROUCO, President, Consejo de Derecho de Autor, Ministerio de Educación y Cultura, Montevideo

Carlos SGARBI, Ministro Consejero, Misión Permanente, Ginebra

VENEZUELA^{1) 2) 3)}

David VIVAS, Funcionario, Misión Permanente, Ginebra

VIET NAM¹⁾

Dzung VU THI BICH (Mrs.), Third Secretary, Permanent Mission, Geneva

YEMÉN/YEMEN

Farag BIN GHANEM, Ambassador, Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva

Mohamed AL-FOQUMI, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

Adel AL-AGHBARI, Third Secretary, Permanent Mission, Geneva

II. ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES/
INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT)/INTERNATIONAL
LABOUR ORGANIZATION (ILO)

Ann HERBERT (Ms.), Salaried Employees and Professional Workers' Branch, Geneva

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA
CULTURE (UNESCO)/UNITED NATIONS EDUCATIONAL, SCIENTIFIC AND
CULTURAL ORGANIZATION (UNESCO)

Salah ABADA, Chief, Creativity and Copyright Section, Section of Culture, Paris

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS (UIT)/INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION UNION (ITU)

Kareem BOUSSAÏD, Head of External Affairs, Geneva

ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE (OMM)/WORLD METEOROLOGICAL ORGANIZATION (WMO)

Rodolfo A. DE GUZMAN, Special Assistant, Office of the Assistant Secretary-General, Geneva

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)/WORLD TRADE ORGANIZATION (WTO)

Hannu WAGER, Legal Affairs Officer, Intellectual Property and Investment Division, Geneva

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES (CCE)/COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES (CEC)

Jörg REINBOTHE, Head of Unit, Directorate General XV, Internal Market and Financial Services, Brussels

Paul VANDOREN, Head of Unit, Directorate General I, External Relations: Commercial Policy and Relations with North America, the Far East, Australia and New Zealand, Brussels

Egidio GUERRERI, Administrator, Directorate General XV, Brussels

Peter BERZ, Administrator, Directorate General I, Brussels

Jonathon STOODLEY, First Secretary, European Commission Delegation, Geneva

Keith MELLOR, Principal Administrator, Council of the European Union, Brussels

Cecile DESPRINGRE (Miss), European Commission Delegation, Geneva

ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE (OAU)/ORGANIZATION OF AFRICAN UNITY (OAU)

Abderrahmane BENSID, observateur permanent, Délégation permanente, Genève

Venant WEGE-NZOMWITA, observateur permanent adjoint, Délégation permanente, Genève

Destà NEGOUSSE, conseiller (Affaires politiques et information), Délégation permanente, Genève

IV. BUREAU INTERNATIONAL DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (OMPI)/INTERNATIONAL BUREAU
OF THE WORLD INTELLECTUAL PROPERTY ORGANIZATION (WIPO):

Arpad BOGSCH, directeur général/Director General

François CURCHOD, vice-directeur général/Deputy Director General

Kamil IDRIS, vice-directeur général/Deputy Director General

Carlos FERNÁNDEZ BALLESTEROS, sous-directeur général/Assistant Director General

Mihály FICSOR, sous-directeur général/Assistant Director General

Thomas KEEFER, sous-directeur général/Assistant Director General

Ludwig BAEUMER, directeur du Département du droit de la propriété industrielle/
Director, Industrial Property Law Department

Geoffrey YU, directeur-conseiller principal, Cabinet du directeur général/
Senior Director-Counsellor, Office of the Director General

Bernard DONDENNE, directeur de la Division linguistique/Director, Languages Division

Jean-Luc PERRIN, directeur de la Division du personnel/Director, Personnel Division

WANG Binying (Mlle), conseiller principal, Cabinet du directeur général/Senior Counsellor,
Office of the Director General

Carlos CLAA, chef du Service des réunions et des documents/Head, Meetings and Documents
Service

[Fin du document/
End of document]